



**COMMUNE  
de  
BRAX**

**- 47310 -**

**ART  
2026-ART-068**

**PORTANT**

**Permission de voirie**

**EXTRAIT du REGISTRE des  
ARRETES du MAIRE**

Le Maire de la Commune de BRAX,

**Vu** la demande en date du **25/06/2026**;

par laquelle Madame Béatrice MASDUPUY domiciliée 31 rue des Chaumes 47310 BRAX sollicite pour son compte, l'autorisation d'entreprendre des travaux de réfection d'enrobé sur trottoir donnant accès à la parcelle cadastrée Sct° AD n°0186 depuis le domaine public voie communale Rue des Chaumes - VC n°52, Commune de BRAX,

**Vu** le Code Général des Collectivités territoriales,

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

**Vu** le Code de l'Urbanisme,

**Vu** le Code de la voirie routière,

**Vu** le Code de la route et l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et l'ensemble les textes qui l'ont modifié et complété,

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

**Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

**Vu** le règlement général de voirie 64-262 du 14/03/1964 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,

**Vu** l'état des lieux,

**ARRETE**

**Article 1er - Autorisation.**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public routier communal, à exécuter les travaux énoncés dans sa demande conformément au dossier transmis, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 – Prescriptions techniques particulière**

L'accès sera réalisé à l'emplacement défini sur le plan annexé au présent arrêté. Il sera réalisé avec une structure identique au trottoir adossé conformément au procédé décrit dans la demande et mis en œuvre dans les règles de l'art. La structure de chaussée sera conservée sinon reconstituée à l'identique avant mise en œuvre des enrobés.

Le fil d'eau des caniveaux sera maintenu et les bordures préservées

**Le pétitionnaire sera tenu de réparer tous les dommages qui auraient pu être causés à la chaussée.**

**Article 3 - Autorisation d'entreprendre, ouverture de chantier.**

Conformément à l'article L115-1 du Code de la voirie routière, **les arrêtés réglementaires de police pour toute éventuelle restriction de circulation devront être sollicités quinze jours avant la date de début des travaux.**

Les opérations de piquetage des travaux avec l'entreprise devront recevoir obligatoirement l'agrément du représentant de la Mairie.

**Article 4 - Sécurité et signalisation de chantier.**

Le bénéficiaire a la charge de la signalisation réglementaire de son chantier et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation qui doit être maintenue de jour comme de nuit. La signalisation doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date du chantier.

La signalisation doit, en outre, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police de circulation pris le cas échéant dans le cadre de la présente autorisation ou celle de l'arrêté de circulation. Elle sera conforme à la fiche 4-02 du CEREMA

**ART  
2026-ART-068**

**Article 5 – fin de chantier, récolement et délai de garantie**

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de 90 jours.

L'ouverture de chantier est fixée au 01/07/2026 comme précisée dans la demande.

À la fin du chantier, le pétitionnaire ou son représentant fera une demande de réception des travaux à l'aide du formulaire joint en annexe.

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

**Article 6 - Responsabilité.**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 7 - Exploitation, entretien et maintenance des ouvrages**

Les ouvrages, équipements, mobiliers, autorisés restent la propriété de l'occupant pendant toute la durée de l'occupation

Le bénéficiaire s'engage à maintenir les lieux occupés en bon état d'entretien pendant toute la durée de son occupation et à ce que ses ouvrages restent conformes aux conditions de l'occupation. En cas de non-respect de ces prescriptions, le gestionnaire de voirie avertira le bénéficiaire des mesures à prendre dans les meilleurs délais et pourra intervenir d'office en cas d'urgence, aux frais du bénéficiaire, si la sécurité de la circulation l'exige. Ces dispositions s'appliquent indépendamment des mesures qui pourraient être prises pour la répression des contraventions de voirie et la suppression des ouvrages.

**Article 8 - Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

**Article 9 - Travaux ultérieurs sur le réseau routier**

En dehors des cas d'événements imprévisibles ou d'accidents nécessitant l'exécution de travaux d'urgence sur le domaine public routier, le gestionnaire de la voirie avise le bénéficiaire de son intention d'exécuter des travaux nécessitant le déplacement de ses infrastructures avec un préavis qui ne saurait être inférieur à deux mois.

Quelle que soit l'importance des travaux, le bénéficiaire de l'occupation devra supporter sans indemnité les frais de déplacement de l'ouvrage ou de modification de ses installations lorsque les frais sont la conséquence de travaux entrepris dans l'intérêt du domaine public routier occupé et que les travaux constituent une opération d'aménagement conforme à la destination du domaine

#### **Article 10 - Recours**

Conformément à l'article R.102 du Code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.



Fait à Brax, le 24/06/2026

Le Maire,

Giuseppe NOCERA.

#### **DIFFUSIONS**

Le bénéficiaire pour attribution

La commune de BRAX, pour attribution



Ministère chargé  
des transports

## Demande de permission ou d'autorisation de voirie, de permis de stationnement, ou d'autorisation d'entreprendre des travaux

Code de la voirie routière L113-2 ; L115-1 à L116-8 ; L123-8 ; L131-1 à L131-7 ; L141-10 et L141-11  
Code général des collectivités territoriales L2213-6 ; L2215-4 et L2215-5

Gestionnaires des réseaux routiers

cerfa

N° 14023\*01

### Le demandeur

Particulier ☒

service public ☐

maître d'oeuvre ou conducteur d'opération ☐

entreprise ☐

Nom : MASDUPUY

Prénom : Béatrice

Dénomination :

Représenté par :

Adresse Numéro : 31

Extension :

Nom de la voie : rue des chaumes

Hameau de la Rose

Code postal 47310

Localité :

BRAX

Pays : FRANCE

Téléphone 06 70 09 08 39

Indiquez l'indicatif pour le pays étranger : \_\_\_\_\_

Courriel :

canin@orange.fr

Si le bénéficiaire est différent du demandeur

Nom :

Prénom :

Adresse Numéro :

Extension :

Nom de la voie :

Code postal \_\_\_\_\_

Localité :

Pays :

Téléphone \_\_\_\_\_

Indiquez l'indicatif pour le pays étranger : \_\_\_\_\_

Courriel :

@

### Localisation du site concerné par la demande

Voie concernée : Autoroute n° \_\_\_\_\_ Route nationale n° \_\_\_\_\_ Route départementale n° \_\_\_\_\_ Voie communale n° \_\_\_\_\_

Hors agglomération ☐

En agglomération ☐

Point de Repère (PR) routier d'origine d'application : \_\_\_\_\_ + \_\_\_\_\_ ☐ Point de Repère (PR) routier de fin d'application : \_\_\_\_\_ + \_\_\_\_\_ ☐

Adresse Numéro :

Extension :

Nom de la voie :

Code postal \_\_\_\_\_

Localité :

Document d'urbanisme antérieur (déclaration de travaux ou permis de construire) : \_\_\_\_\_

Référence cadastrale : Section(s) : \_\_\_\_\_ Parcelle(s) : \_\_\_\_\_ Lieu-dit : \_\_\_\_\_

### Nature et date des travaux

Pose de compteur / branchement aux réseaux ☐ <sup>(1)</sup>

|                            | Pose de clôtures                                          | Pose de portail (portillon)                               | Plantations                                               |
|----------------------------|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|
| À l'alignement             | oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> | oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> | oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> |
| En retrait de l'alignement | _____ mètres                                              | _____ mètres                                              | _____ mètres                                              |

Dépôt ou Stationnement ☐ <sup>(2)</sup>

Saillie ou Surplomb ☐ <sup>(2)</sup>

Aménagement d'accès ☐ <sup>(2)</sup>

Ouvrages divers ☐ <sup>(1)</sup>

Station service ☐

Renouvellement ☐

Création ☐

Autres ☒ Refaire l'enrobé, de même nature que le sol existant devant mon habitation

Date prévue de début d'application \_\_\_\_\_

Durée d'application (en jours calendaires) : \_\_\_\_\_

Nota : Pour connaître la délimitation du domaine public routier au droit d'une propriété riveraine, il faut déposer, auprès du gestionnaire de la route concernée et selon les modalités qu'il aura fixées, en complément, une demande d'alignement individuel.

<sup>(1)</sup> Compléter le cadre ouvrages divers

<sup>(2)</sup> compléter le cadre correspondant

**Dépôt ou stationnement <sup>(2)</sup>**

Demande initiale ☐ Prolongation ☐ référence du permis de stationnement : .....

Nature du dépôt ou stationnement { Matériaux ☐ Benne ☐ Grue ☐ Etalage ☐  
Echafaudage ☐ Mobilier urbain ☐ Terrasses de café ☐ Vente le long de la voie ou sur aire de service ☐  
Autres (à préciser) ☐ : .....

**Saillie ou surplomb <sup>(2)</sup>**

Largeur : de la voie ..... mètres de la saillie ..... mètres  
des trottoirs ..... mètres Hauteur sous saillie ..... mètres

**Aménagement d'accès <sup>(2)</sup>**

Avec franchissement de fossé ☐ : Diamètre du tuyau ..... millimètre Longueur ..... mètres

Distance par rapport à l'axe de la chaussée ..... mètres Nature du tuyau : .....

Sans franchissement de fossé ☐ Largeur de l'aménagement ..... mètres

**Ouvrages divers <sup>(2)</sup>**

Travaux sur ouvrages existants ☐ Installation nouvelle ☐

Réseaux aériens ou souterrains ou branchement :

Eau potable ☐ Eaux pluviales ☐ GDF ☐ Opérateurs réseaux ☐  
Eaux usées ☐ EDF ☐ Autres (à préciser) ☐ : .....

Sous voirie

Sous accotement ou trottoirs

Tranchée longitudinale ..... mètres

..... mètres

Tranchée transversale ..... mètres

..... mètres

Fonçage ..... mètres

..... mètres

Aménagement de surface ou équipements :

Stationnement ☐ Arrêt bus ☐ Passage supérieur ou inférieur ☐ Équipements de la route ☐

Autres (à préciser) ☐ : .....

**Pièces jointes à la demande**

Afin de permettre et de faciliter la compréhension et l'instruction du dossier, la demande d'autorisation est accompagnée des pièces suivantes détaillées par nature de travaux.

**1 - Pour toute demande**

Plan de situation 1/10 000 ou 1/20 000<sup>ème</sup> ☐ Plan de localisation précis 1/1 000 ou 1/2 000<sup>ème</sup> ☐ (3) Photos ☐

**2 - Pièces complémentaires par nature de demande****2a - Clôtures/portails/Plantations/Dépôt ou stationnement/surplomb**

Coupes longitudinales et transversales indiquant l'emprise occupée du domaine public 1/50<sup>ème</sup> ☐

**2b - Aménagement d'accès/ouvrages divers portant atteinte au patrimoine**

Plan des ouvrages projetés 1/200 ou 1/500<sup>ème</sup> ☐ Cahiers des coupes techniques de tranchées 1/50<sup>ème</sup> ☐

Plan de détails de franchissement des points singuliers 1/50<sup>ème</sup> ☐

**2c - Station service : Plan d'implantation des pistes avec signalisation de police**

1/200 ou 1/500<sup>ème</sup> ☐

J'atteste de l'exactitude des informations fournies ☒

Fait à ..... Le : 24 06 2026

Nom : MASOUPOT Prénom : Biataui Qualité : Propriétaire Occupant

\* Délimitation des  
Travaux  
(Trottoir)





Département  
LOT ET GARONNE  
Commune  
BRAT

Version : AD  
Révisé : 000 AD 01  
Echelle d'origine : 1/1000  
Echelle (l'édition) : 1/1000  
Date d'édition : 05/05/2021  
(nouveau horaire de Paris)  
Coordonnées au projection : RGF93CC44  
1917 Ministère de l'Action et des  
Finances publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le Centre des impôts foncier suivant  
AGEN  
Pôle de Topographie et de Gestion  
Cadastrale Centre des Finances  
Publiques 47921  
47921 AGEN CEDEX 9  
06 05 53 69 19 19 - fax  
plog.470.egon@dghp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :  
  
cadastre.gouv.fr



